

Séditions n°6

février 2016



Définition: Révoltes concertées contre l'autorité publique.
synonyme d'attentats, complots, insurrections,
émeutes, agitations

Journal anarchiste aperiodique
de Besançon et de ses environs seditions.noblogs.org / seditions@riseup.net

Pour « votre sécurité », qu'ils disent...

Les riches et l'Etat nous veulent à genoux : soyons leur pire cauchemar

« Vigipirate », « état d'urgence », « zones de danger », « ZSP », « opération Sentinelle », etc... Ce sont autant d'appellations pour signifier à chacun que tout est sous contrôle et sous surveillance. En l'occurrence, il s'agit d'optimiser la sécurisation des lieux dits « sensibles » où se concentrent la marchandise, les flux monétaires et de communication, où les États décident du sort de nos vies, où le capital continue à exploiter le plus grand nombre en toute sérénité, en imprégnant les corps et les esprits de chacun.

D'ailleurs, la révolte en Tunisie mi-janvier, déclenchée par la colère des chômeurs et qui s'est répandue à travers le pays, nous l'a rappelé : l'armée a rapidement été mobilisée en nombre pour protéger les supermarchés et autres multinationales qui s'enrichissent par la sueur des exploités, afin d'enrayer tout acte de destruction et de pillage. Lorsque certains s'arrogent le permis de vivre – que ce soient en surmontant les frontières, en refusant de crever de faim aux portes des temples de la consommation, en voyageant gratuitement par principe ou par nécessité, en réduisant en miettes les structures et rouages du capital et de l'État –, les gouvernants inondent les rues des villes de leurs uniformes. Leur but : montrer à ceux qui refusent le sinistre scénario de misère et de mort auquel ils nous destinent que leurs chiens de garde s'abattront sur eux au moindre pas de travers.

L'état d'urgence est une mesure d'exception qui n'a jamais été appliquée aussi longtemps sur l'ensemble du territoire national. Il avait été mis en place lors des révoltes urbaines de novembre 2005 mais cependant limité à certaines zones bien définies dans lesquelles le tumulte avait causé des dégâts aux institutions étatiques et au capital. Il était aussi entré en vigueur sur le territoire colonisé algérien lors de la guerre d'indépendance. Toutes les mesures « exceptionnelles » qui en font partie sont désormais en voie d'être inscrites dans la Constitution, donnant carte blanche à la police, aux préfets et aux procureurs : perquisitions rendues possibles à tout moment du jour et de la nuit, assignations à résidence, rétentions de 4 heures ou "mini garde-à-vue" pour toute personne (même mineure) présentée comme "suspecte" même si elle a ses papiers, augmentations des contrôles et fouilles dans les transports et dans la rue, lois anti-fraude qui permettent de poursuivre pénalement tout resquilleur au bout de 3 contraventions (et non plus 10, comme c'était le cas auparavant).

Qu'il soit d'urgence ou non, l'État est la structure de l'hégémonie économique, sociale, politique. Il est par essence oppression. Ces mesures, avec la pérennisation de « l'exception » et la déchéance de nationalité, sont la démonstration de son potentiel fascisant.

Alors quand le pouvoir se dote de moyens

supplémentaires pour nous mener la guerre, assurer la paix des riches et des puissants en envahissant nos vies de leurs chiens de garde et de caméras pour scruter en permanence nos moindres faits et gestes, ériger de gigantesques prisons pour enfermer les indésirables, la seule possibilité qui s'offre à nous est la rébellion. Il s'agit dès maintenant d'en finir une fois pour toute avec cette chimère réformiste qui cherche à pacifier les relations sociales basées sur l'autorité et l'oppression.

Chaque révolte contre les responsables de la misère et de l'exploitation fait partie d'une volonté de se libérer des chaînes que la société tente de nous imposer. Il est primordial d'œuvrer dans ce sens qui, pour nous, a pour seul aboutissement la révolution sociale !

Assez de vivre à genoux ! Abattons l'État, ce monde capitaliste et leurs gardiens !

Leur « sécurité dans les transports » : l'autre nom de la guerre aux pauvres

Sur la nouvelle ligne TGV Lyon-Strasbourg (et notamment entre Besançon Franche-Comté TGV et Montbéliard-Belfort), les innombrables forces de l'ordre (police ferroviaire, police aux frontières, gendarmerie, militaires...) travaillent d'arrache-pied. En 2015, les chiens de l'État et de la SNCF ont mené 310 opérations de contrôles lors desquelles 40.000 voyageurs ont été inspectés, avec un total de 80 interpellations, dont la plupart pour le simple délit de voyager librement et gratuitement, ou de ne pas être pourvu de ce fichu laissez-passer.

Sur la ligne Paris-Venise, la chasse aux sans-papiers est encore plus intense. La collaboration des services de police français et suisses est quotidienne, en particulier entre Pontarlier et Vallorbe (Suisse).

La PAF repousse chaque jour des migrants vers le pays d'où ils partent. Dans ce cas-là, c'est l'expulsion vers l'Italie, car la plupart d'entre eux tente de traverser le territoire pour se rendre en Angleterre, en passant par Paris et Calais. En 2015, les gardiens des frontières se sont vantés d'avoir refoulé plus de 6000 migrants vers l'Italie.

A Calais, l'État et ses larbins mènent une guerre acharnée contre les migrants

Les migrants de toutes origines affluent en masse pour passer en Angleterre, dans l'espoir d'une vie meilleure. Mais les États érigent toujours plus de barbelés et de barrières pour les empêcher de passer et les repousser toujours plus loin. Le pouvoir vient d'ouvrir un maxi-camp à conteneurs à Calais (avec un système de reconnaissance biométrique), qui lui permettra d'enfermer plus de 1500 migrants.

Les collaborateurs de ce nouveau camp sont nombreux à se partager les 18 millions de la part du gâteau : l'association « La Vie Active » (4, Rue Beffara - 62 000 Arras), gestionnaire du camp ; 'Logistic Solution' (Launay des Moulins / 35390 Grand-Fougeray), qui fournit les conteneurs ; 'Groupe CW' (Clôtures Michel Willoquaux) localisé au 7/21 Route Nationale - 59152, Tressin), qui clôture le camp ; 'ATMG' (Rue Roger Salengro / Route De Oignies Espace Tertiaire Bata / 62710 Courrières) ; 'Biro Sécurité' (251 Avenue Antoine de Saint-Exupéry, 62100 Calais), qui fournit le dispositif biométrique du camp, surveille le centre d'accueil de jour Jules-Ferry et de la zone « tampon » depuis mars 2015 (30 agents de sécurité et maîtres-chiens recrutés) ; SOGEA, filiale de 'Vinci', en charge du bétonnage de la zone.

D'ailleurs, certain-es ont mené une attaque contre ce chantier dans la nuit du samedi 16 janvier 2016. Deux machines de la société 'SOGEA' sont parties en fumée, tandis que des tags contre les frontières, « ceci est est une prison » et d'autres contre le gouvernement britannique ont orné certains conteneurs.

La construction de ce camp vise à regrouper les sans-papiers en un endroit fixe. Les migrants tentent chaque jour de s'affranchir des frontières par tous les moyens en prenant d'assaut les roades et routes en direction du tunnel sous la Manche. Leurs tentatives sont régulièrement déjouées par les interventions musclées des flics. En réponse, les migrants bloquent les routes, affrontent les gardiens des frontières et perturbent les flux d'échanges commerciaux entre la France et

l'Angleterre. D'autant plus que pour ce petit monde de bourgeois, auquel se rattachent bon nombre de citoyens, la présence d'immigrés pauvres dans les rues de Calais n'est pas un facteur vendeur et attrayant pour touristes, investisseurs et autres rentiers. Ainsi, ils s'indignent et descendent

comme ce fut le cas le 24 janvier dernier, mêlant côte-à-côte syndicats de flics, industriels et syndicalistes CGT du port de Calais. Cette marche pour rétablir l'ordre et relancer l'économie s'est déroulée le lendemain d'une manif 'No Border' lors de laquelle des migrants et leurs soutiens se sont introduits sur un ferry à destination de l'Angleterre, le bloquant pendant plusieurs heures. Parallèlement à cela, les flics se font épauler dans leur sale besogne par des milices fascistes et racistes (comme tentent de le faire les collectifs « Calaisiens en colère » et « Sauvons Calais »), qui passent à tabac des migrants isolés et fournissent des renseignements précieux à la police dans leurs chasses à l'homme. Fascistes, commerçants et citoyens se retrouvent de fait du même côté de la barricade, même si leurs intérêts et moyens d'action divergent. A nous d'amplifier nos actions et révoltes contre les innombrables responsables de cette guerre menée contre les migrants ! Sabotons les frontières !



La mairie nous fait chantier... Semons le désordre !

Début janvier 2016 ont débuté les travaux pour la mise en place de la nouvelle ligne n°3 de transports en commun de 'Besançon Mobilités' (filiale de la société TRANSDEV), qui reliera la gare TGV Viotte au technopôle micro-technique et scientifique 'Temis', en passant par le campus universitaire de « La Bouloie ». Si son nom « Transports Communs en Site Propre » peut donner un côté attrayant au plus grand nombre avec son appellation écolo et son argument fallacieux de réduction d'émission de CO2, il s'agit pourtant d'huiler et d'améliorer les flux de bétail à patrons et à chercheurs, en construisant de nouvelles infrastructures de voiries pour les véhicules sur plus de 4 km, dont deux spécialement pour les bus. Seront également desservis stades, gymnases et autres infrastructures sportives. Ce projet est censé réduire le temps de parcours de 4 à 7 minutes par rapport au trajet actuel en heure de pointe. L'objectif premier est d'optimiser le temps de trajet entre ces deux secteurs économiquement utiles pour le capitalisme et l'État. Pour ces vautours en cravate, « le temps c'est de l'argent ». Le CO2 passe bien sûr au second plan. Cet énième chantier n'est ni plus ni moins que la suite logique de la mise en place du tramway à la rentrée 2014. Pour la mairie et plus globalement l'État, il s'agit de généraliser les transports présentés comme « doux » (et donc plus rapides, plus « silencieux » et plus écologiques). Ces « arguments » sont autant de prétextes pour embourgeoier les quartiers desservis par ces nouveaux moyens de transport. Certes, le paysage urbain de la ville a déjà été profondément modifié par l'arrivée du tramway [cf 'Séditions' n°1]. Mais il est clair que la domination ne compte pas s'arrêter là...

Initiés par la Ville de Besançon et le Grand Besançon, les travaux dureront jusqu'en mars 2017.

Petit état des lieux des projets urbanistes en cours :

Aux abords de cet énième chantier, La caserne 'Vauban' est vouée à devenir un *éco-quartier* : également desservi par cette nouvelle ligne, ce village dans la ville, qui gardera son urbanisme de caserne, regroupera logements de luxe et sociaux, bureaux d'entreprises, ateliers d'artistes au service de la mairie, banques et commerces... Le but recherché est de mêler riches et pauvres au sein d'un quartier équipé de nombreux espaces surflqués, de marginaliser les plus défavorisés entre eux, de briser les solidarités qu'ils nouent et de pacifier davantage les rapports sociaux. (Cf : exemple du quartier des « 408 » dans l'encart ci-contre)

Au-dessus de la gare, divers grands projets urbanistes, économiques et commerciaux verront

le jour ces prochaines années : comme celui de la « Zone des Portes de Vesoul », dans laquelle s'étendront d'ouest en est autour de la rue de Vesoul bureaux d'entreprises, concessionnaires automobiles et nouveaux logements. Ce tout récent projet est la suite logique de la rénovation de la gare « Viotte », qui a été transformée à la suite des travaux du tramway. Dans les environs de la gare, un ensemble de nouveaux immeubles de logements et de bureaux d'entreprises est d'ores et déjà annoncé ; La zone de la gare est vendue comme « pôle multi-modal », argument rentable pour les rapaces de l'immobilier et du bâtiment, car elle rassemble tous les moyens de transports existants (trains TER et TGV, cars, bus, tramway et « vitesse »). Ce chantier, qui n'a pas encore commencé, permettra de chasser définitivement les pauvres par la flambée des prix des loyers et la construction de nouveaux ensembles d'habitats *haut-standing*. Rénovation urbaine et reconfiguration du parc des Glacis – par la destruction du souterrain, installation de caméras, spots d'éclairage et agencements des arbres de façon à rendre l'espace entièrement surveillé – avaient certes déjà fait une grosse partie du travail.

GBH expulse les habitant-es et pacifie les quartiers

'Grand Besançon Habitat', responsable du logement dit « social » à Besançon, a ordonné courant 2014 l'expulsion de familles et de personnes dans le besoin des appartements laissés vides de nombreuses années dans les tours d'immeuble de la 'Grette' (comme quoi, le « social » a des limites). De plus, d'ici 2020, 137 familles et locataires seront délogés de deux immeubles – des n°13 et 29 de l'avenue Brûlard – qui seront détruits. Il faut dire que les solidarités mises en pratique dans le quartier sont trop gênantes pour les autorités (sabotage de caméras, entrave aux arrestations et au travail des flics de manière générale). L'objectif affiché est de reconstruire des logements plus prestigieux et de mener une politique de mixité sociale. C'est plus simple pour pacifier et mater les révoltes lorsque les pauvres sont dispersés. A terme, ce quartier, localisé à proximité du centre-ville et desservi par le tram, est voué à être absorbé par la boucle ; GBH impose des rénovations de ses immeubles à des prix exorbitants et expulse les pauvres qui y habitent, tout en reconstruisant des immeubles avec des logements de type « pavillons individuels » au loyer encore plus haut. Rappelons que les bureaux de la société sont situés à Planoise, à quelques mètres du parc Cassin.

Il est nécessaire de rappeler que la volonté du pouvoir de nous imposer son tramway ne s'est pas déroulée sans embûches : durant les nombreux mois de chantier, un bon nombre de véhicules de diverses filiales (ETF, Eurovia) de l'entreprise de BTP 'VINCI' (constructeur chevronné de prisons, de centres de rétention et de tout un tas

d'infrastructures utiles au capitalisme, comme le projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes) ont été mis hors-service : tractopelles, engins et cabanes de chantier, camionnettes et utilitaires ont eu leurs vitres pétées, leurs pneus crevés, leurs réservoirs pourris avec du sucre ou autres substances, ou sont tout simplement partis en fumée.

Le seul monde que l'Etat et les riches nous dessinent est celui d'une prison à ciel ouvert, avec son panel d'uniformes et de caméras. Fort heureusement, il y a toujours des petits fouineurs et des mains habiles pour mettre au grand jour les personnes et entreprises qui sont derrière ces divers projets et saper leurs besognes. Voici donc une petite liste des sociétés qui œuvrent pour cette ville de riches et de contrôle, dont véhicules, agences et infrastructures sont à la portée de tous, en tout lieu et à tout moment et nécessitent très peu de moyens matériels mais pas mal d'imagination pour tout acte de sabotage :

SOBECA : travaille sur la rénovation du réseau d'électricité au centre-ville, afin d'y installer de la fibre optique, et donc accélérer les transmissions de données et de communications... Bref, les travaux menés au centre-ville serviront à améliorer et à augmenter le nombre de nouvelles caméras de surveillance.

CEGELEC : filiale de Vinci, chargée entre autre d'entretenir le réseau des caméras de surveillance de la ville.

De Giorgi : constructeur d'îlots de logements de luxe et « sociaux » (en partie pour le compte de GBH ; il a des chantiers aux 'Chaprais', aux 'Tilleroyes', à 'Temis' (où il érige un immeuble de 117 logements en collaboration avec 'SMCI'), à 'Planoise'.

SMCI : l'éditeur immobilier SMCI / 'Pierre et Vie' [cf Séditions n°1] est à l'origine de plusieurs constructions de logements pour bourgeois et de locaux commerciaux aux quatre coins de la ville (mais aussi dans la zone transfrontalière dans le Haut-Doubs, à Dijon et à Lyon). Il vient d'acquiescer à mi-janvier les bâtiments de l'ancien Conservatoire de musique national de région, situé place de la révolution à Besançon, pour la modique somme de 1,8 millions d'euros. Cet énorme bâtiment de 1946 m2 sera reconverti en bureaux, appartements pour riches et un commerce du même acabit (brasserie ou restaurant) d'ici mi-2018. Pour rappel, le promoteur possède de grands bureaux au 12, rue Gambetta et une agence de locations/ventes immobilières au 25, rue Proudhon. On peut parler aussi de l'agence immobilière 'Trilogie', qui gère en partie la location/vente des appartements des 'Passages Pasteur'; 'SEGER' (2, rue Larmet à Besançon), spécialiste dans la gestion et la promotion de logements pour riches. Outre Besançon, elle embourgeoie les quartiers de Dijon, de Bagnole (93), du Pré-Saint-Gervais (93)...

A l'assaut du vieux monde...

Ca sent le cramé du côté de la SNCF...

Dans la nuit du 9 au 10 février à Danjoutin (près de Belfort), un véhicule appartenant à la société ferroviaire a été incendié. Dix jours auparavant et au même endroit, une voiture de l'entreprise partait aussi en fumée. C'est bien mérité pour ce collabo qui, sans cesse, perfectionne sa chasse aux pauvres et aux indésirables en se dotant toujours plus de moyens humains et technologiques pour lutter contre la fraude, les migrants, etc...

Feu à la taule... et à l'exploitation !

Mardi 26 janvier en début de soirée, un incendie s'est déclenché dans un atelier de travail de la prison. Parti d'une poubelle, le feu n'a pas pu faire son travail en raison de l'intervention immédiate des pompiers.

Pour un monde sans bagnoles !

Entre le 16 et le 17 janvier 2016 dans le quartier des 'Chaprais' et des 'Torcols', plusieurs voitures ont été incendiées. L'origine est clairement intentionnelle et les bleus cherchent toujours...



Dans les toutes premières heures du 26 janvier 2016 à divers endroits du quartier de 'Planoise', au moins 16 voitures ont été réduites à l'état d'épave. Les incendies ont été déclenchés dans les rues 'Gauthier', 'Picasso', 'Léonard de Vinci' et 'Durer'. Une vingtaine de pompiers ont été nécessaires pour venir à bout des flammes.

Crève la taule et solidarité avec les enfermés !

Un petit groupe de personnes s'est rendu devant la prison de la Butte dans la nuit du réveillon pour tenter de briser brièvement l'isolement que les prisonniers subissent chaque jour. Des feux d'artifice et des slogans contre la taule sont venus égayer cette soirée et montrer qu'on n'oublie pas ceux enfermés entre quatre murs... A bas toutes les prisons et cette société qui en a besoin !

Notre urgence : s'en prendre au pouvoir et à la machine à expulser !

Dans la nuit du 23 au 24 décembre 2015, la permanence du PS s'est faite souiller à l'aide d'une substance noire et visqueuse. Un communiqué sur internet revendique l'action.

Entre militarisation de nos vies, lois racistes, rafles et

expulsions de sans-papiers... les raisons d'attaquer ne manquent pas ! La Croix-Rouge, un collabo de la machine à expulser que l'on ne présente plus (gère les centres de rétention, trie les sans-papiers, collabore aux rafles aux côtés des keufs...), a également eu une mauvaise surprise le lendemain matin en découvrant la serrure de son local engluée. Qui expulse et gouverne en prend plein la gueule !

Saccage du centre d'affaires de « La City »...

Dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 décembre 2015, des personnes vénères se sont introduites dans les locaux du centre d'affaires de « La City », en déjouant les services de sécurité. Une fois à l'intérieur, elles se sont mises à saccager plusieurs bureaux des services abrités, dont ceux d'un notaire et du comité régional du tourisme. Mais c'est surtout contre les bureaux du 'Grand Besançon' – dont le maire de la ville est également président – que les enrégés s'en sont donnés à cœur joie : écrans d'ordinateurs et photocopieuses défoncés, armoires retournées, tags d'insultes inscrits sur les murs, poubelles et liquides renversés un peu partout. Le 'Grand Besançon' est notamment responsable des hausses de tarif des transports chaque année. Il œuvre aussi aux expulsions de roms, des gens du voyage et de manière générale à l'administration de nos vies.